

Lettre ouverte aux Sénateurs du collectif SOS Forêt France

Mesdames les Sénatrices, Messieurs les Sénateurs,

Aujourd'hui 3 avril 2014 se clôt le dépôt des amendements pour le projet de loi LAAF qui a pour ambition première de sauvegarder l'agriculture et la forêt française. Nous, collectif national SOS Forêt France, rassemblant des dizaines d'associations basées en Lorraine, en Paca, en Limousin, en Bourgogne et tant d'autres régions sylvicoles, **nous demandons solennellement la réorientation du volet forêt de cette loi !**

Depuis de nombreuses semaines, des centaines de personnes du collectif ont alerté les élus et ont informé nos concitoyens des dangers qui pèsent actuellement sur la forêt française. **L'heure est grave et le constat est sans appel.** Aujourd'hui si le projet de loi est voté sans être fortement amendé, nos forêts telles que nous les connaissons ne seront qu'un joli souvenir. Nous refusons que l'avenir de nos forêts et de nos emplois soit entre les mains de lobbys financiers. Nous payons chaque jour les décisions catastrophiques prises pendant les années 1970 dans le domaine de l'agriculture. Guidé par le toujours plus de croissance et de gains financiers, les excès de l'agriculture intensive ont détruit le monde paysan, sa richesse et sa place au sein de nos territoires. Aujourd'hui c'est vers ce même modèle que nous nous dirigeons pour la filière bois : une industrialisation intensive de nos forêts basée sur une rentabilité maximale à court terme, la mise en place d'une politique de gestion des forêts favorisant partout la monoculture de résineux, l'utilisation abondante de pesticides, les coupes rases... Tout ces choix n'auront pour conséquence que la destruction de nos forêts, de la biodiversité de nos territoires et de ce qui en fait la richesse.

Ces politiques aberrantes sont déjà expérimentées sur de nombreux sites en France. Sur le plateau des Millevaches, en Bourgogne, en Lorraine, en Alsace, comme ailleurs, nos forêts sont menacées et connaissent chaque jour des coupes à blanc. Axel Kahn, qui nous soutient, a une très belle formule qui résume parfaitement cette politique, je le cite « la sylviculture intensive de résineux, surtout de Douglas, crée des déserts noirs où toute autre vie animale et végétale trépassse ».

Dans le Sud-Est, à Gardanne, ce sont les forêts cévenoles, qui en ce moment même sont en danger. A Gardanne, le projet de centrale biomasse est symptomatique des erreurs graves de certains de nos élus. Sous le vernis de la production d'électricité verte, on accepte la coupe par an de plus de 850 000 tonnes soit près de 50 fois le volume de l'Arc de Triomphe, acheminées ensuite par camion dans un rayon de 400 km ! On marche sur la tête. Comment le développement durable et la transition énergétique peuvent-ils être imaginés de cette manière ? Nous nous étonnons chaque jour que de tels projets soient soutenus par nos élus, l'Etat et l'Europe. Ils remettent en cause toutes les décisions nationales et internationales, les lois européennes, les orientations du Grenelle de l'environnement et les différents objectifs affichés par le Ministère de l'Ecologie. De nombreuses collectivités locales de Cevennes et d'Alpes du Sud contestent l'implantation de la centrale d'E. On de Gardanne et soutiennent l'action de SOS Forêt Sud.

Pourtant, une autre forêt est possible : créatrice de richesse et d'emplois, protectrice de l'environnement et de nos territoires, innovante et imaginative du monde qualitatif de demain. SOS Forêt France a transmis à nos élus et aux Sénateurs une série de propositions concrètes d'amendements sur l'avenir de nos forêts, recevant le soutien d'une grande partie des acteurs de la filière, d'associations environnementales et de personnalités légitimes. Depuis le lancement de notre offensive, nous avons reçu le soutien des plus importantes centrales syndicales de la filière, d'élus locaux et nationaux et de personnalités médiatiques. Notre pétition « 30 jours pour sauver la forêt française » a déjà reçu plus de 50 000 signatures en un mois ce qui démontre l'intérêt de nos concitoyens pour ces problématiques.

Aujourd'hui, Mesdames les Sénatrices, Messieurs les Sénateurs, nous sommes venus demander que nos revendications soient entendues pour éviter que dans quelques temps, à quelques pas d'ici au Panthéon, on enterre le dernier arbre de France. Aujourd'hui, nous refusons de dire « Aux derniers grands arbres de France, la patrie reconnaissante ».

SOS Forêt France.